

Le président Macron n'a pas à décréter qui est citoyen ou non

Category: Santé

écrit par Jérémie | 10 janvier 2022

Après l'embarquée insultante de Macron contre les personnes non vaccinées qu'il veut « emmerder », qu'il juge « irresponsables » et donc indignes du statut de « citoyens », la véritable stratégie du président de la République se révèle une nouvelle fois.

En réalité, il ne s'agit pas pour lui des idées des 5 millions de personnes qui refusent le vaccin. Il ne songe qu'à accentuer la division dans la population et la sphère politique, son truc incessant depuis 2017. Il veut apparaître comme l'homme qui domine de très haut la situation et qui est le seul refuge institutionnel face à une situation angoissante. Mais il n'a aucun droit de décider depuis l'Élysée qui est citoyen et qui ne l'est pas. Cela ne peut qu'attiser des réactions supplémentaires d'exaspérations dans la société. La concurrence dans la brutalité du langage témoigne du virus d'extrême-droitisation du champ politique.

ENSEMBLE ! défend la vaccination universelle comme étape décisive pour faire face à la pandémie. Nous sommes donc en radical désaccord avec celles et ceux qui militent contre une mesure protectrice de l'ensemble de la population- avec des arguments totalement erronés ou mensongers- comme le montrent les statistiques d'hospitalisation- et pour certains en défendant une conception purement individualiste de la liberté.

La technique vaccinale est issue de recherches scientifiques très performantes. Mais elle ne remplace pas à elle seule une politique de santé publique appropriée par toutes et tous,

face à une situation totalement inédite. La pandémie est une alerte mondiale sur nos modes de vie et notre commune humanité. La France fait toujours partie des pays qui bloquent l'accès international aux brevets des vaccins. La pandémie ne peut pas être enrayerée tant qu'elle ne le sera pas mondialement.

De plus l'Etat ne peut pas tout. Il ne doit pas imposer ses décisions sans une délibération démocratique élargie, où chaque personne, chaque groupement social (entreprises, hôpitaux, écoles, quartiers...), chaque région et peuple qui composent le tissu national, est appelé à prendre part. Un chef d'Etat qui méprise à ce point des millions de personnes ne fait en réalité qu'exhiber son désir de dominer, par la technique, par l'insulte, la police in fine.

ENSEMBLE ! appelle toutes les forces de gauche et écologistes à se réunir pour exiger la levée des brevets sur les vaccins, faire connaître des propositions communes sur la vaccination généralisée sur les lieux de travail, le changement complet de politique hospitalière, l'écoute des syndicats et parents d'élève dans l'Education Nationale, la protection des droits sociaux et notamment le respect du contrat de travail, l'exigence de libertés nouvelles à se réunir sur le temps de travail (y compris par visioconférence) pour partager les solutions, organiser les limites du télétravail, assumer les débats scientifiques avec leurs incertitudes, mobiliser la solidarité collective.

Le 9 janvier 2022.